



Établissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux - 35033 Rennes cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Procédure N° DPS 2025-01

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS D'ALIMENTATION STATIQUE SANS
INTERRUPTION DU CHU DE RENNES**

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GENERALITES	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
2.1 - Procédure de passation	4
2.2 - Etendue – Décomposition en lots	4
2.3 - Forme du marché public et des prix.....	4
2.4 - Options (au sens communautaire)	5
2.5 - Sous-traitance.....	5
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	6
4.1 - Référence au CCAG.....	6
4.2 - Pièces constitutives	6
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	7
5.1 - Changements affectant le titulaire	7
5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel	7
5.3 - Assurances.....	7
CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
6.1 - Commandes.....	8
6.2 - Délai d'exécution	9
6.3 - Prolongation des délais	9
6.4 - Qualité des prestations	9
6.5 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution	9
CHAPITRE III - CONSTATATION DE L'EXECUTION	10
ARTICLE 7 - MODALITES DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION.....	10
ARTICLE 8 - GARANTIE.....	10
CHAPITRE IV - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	10
ARTICLE 9 - CONTENU ET CARACTERISTIQUES DES PRIX	10
9.1 - Forme des prix	10
9.2 - Contenu des prix.....	10
9.3 - Prix de référence	10
9.4 - Variation des prix.....	11
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	12
10.1 - Facturation	12
10.2 - Règlement	13

ARTICLE 11 - TITULAIRE ETRANGER	13
ARTICLE 12 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	13
ARTICLE 13 - AVANCE	13
ARTICLE 14 - PENALITES	14
Non-respect des délais de transmission du planning de maintenance préventive	14
Non-respect du planning de maintenance préventive	14
Non remise des documents demandés au CCTP	14
Non-assistance aux réunions	14
Retard de dépannage-remise en état - indisponibilité- autres prestations dues au présent marché.....	14
ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC	15
15.1 - Motifs de résiliation.....	15
15.2 - Indemnités de résiliation	15
ARTICLE 16 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
16.1 - En cas d'impossibilité d'exécuter la prestation en cours d'exécution du marché public	15
16.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	15
ARTICLE 17 - LITIGES / RECOURS.....	15
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

CHAPITRE I - GENERALITES

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la maintenance des installations d'alimentation statique sans interruption du CHU de Rennes.

Article 2 - Description du marché public

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public a fait l'objet d'une première consultation lancée le 13/11/2024 (avis BOAMP n° 24-128507 et avis JOUE n°693262-2024, rectifié le 18/11/2024 par l'avis BOAMP n°24-130389 et avis JOUE n°705624-2024).

Dans la mesure où les offres remises ont été déclarées irrégulières, il a été décidé de déclarer sans suite pour cause d'infructuosité la procédure.

La procédure est relancée sous forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 - Etendue – Décomposition en lots

2.2.1 Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

2.2.2 Etendue

Les prestations pouvant être commandées sont décrites dans le CCTP.

2.3 - Forme du marché public et des prix

2.3.1 Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public: 500 000 euros HT

Le marché est mono-attributaire.

2.3.2 Forme des prix

Le marché public comprend :

- une part de prestations prévisibles conclue à prix global et forfaitaire ;
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires.

La part de prestations prévisibles correspond aux prestations suivantes :

- Maintenance préventive systématique, mise en œuvre selon un calendrier annuel, conformément aux recommandations constructeurs. Le titulaire devra prévoir une visite annuelle par équipement comprenant la fourniture et le remplacement de toutes pièces d'usure telles que :
 - Dispositifs de filtration (« Condensateurs »)
 - Cartes d'alimentations (« Gestion du control commande »)

- Ventilateurs
- Petits consommables (Cosses, visserie, etc)
- Fourniture et remplacement des batteries suivant le calendrier défini dans l'annexe 1 au présent CCTP ;
- Mise en place d'un service d'astreinte (hotline) 5/7 jours (du lundi au vendredi) et de 8 heures à 18 heures (hors jours fériés), en capacité d'assurer notamment la gestion des actions correctives ;
- Formations utilisateurs (électriciens du CHU de Rennes).

La part de prestations non programmables correspond aux prestations suivantes :

- Maintenance correctives (palliative et curative) : **remise en état de l'installation à la suite d'une défaillance ou d'un sinistre comprenant la** fourniture de pièces détachées, le déplacement et main d'œuvre
- Maintenance prévisible conditionnelle : comprenant la fourniture et le remplacement de toutes pièces d'usure ou défectueuses conformément aux recommandations constructeurs ;
- Modifications à la demande du CHU de Rennes ;
- Travaux d'amélioration ou de mise en conformité proposés par le Titulaire.

2.4 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

2.5 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-FCS.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour les prestations sous-traitées supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire du marché public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché public, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial et de la DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant:

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

Article 3 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter du 1^{er} avril 2025 ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive de un (1) an et pour une durée de validité maximale de quatre (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de trente (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Article 4 - Pièces constitutives du marché public

4.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes et son annexe :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix (BP)

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : CCTP Inventaire ASI CHU Rennes
 - Annexe n°2 : liste des opérations minimales d'entretien et fréquences minimales de vérification
 - Annexe n°3 : Charte Graphique
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- le plan de prévention ;
- les actes spéciaux de sous-traitance ;
- le mémoire technique du titulaire dont le cadre de réponse technique.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commandes.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHU de Rennes de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il leur fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures est suspendu tant que le CHU de Rennes n'est pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 - Assurances

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CHU de Rennes, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CHU de Rennes, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;

- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6.1 - Commandes

6.1.1 - Emission des bons de commande

Les prestations de la part prévisible à prix global et forfaitaire sont commandées une fois par période du marché public.

Les prestations de la part non programmable sont commandées par le CHU de Rennes, au fur et à mesure de ses besoins.

Pour les prestations hors forfait, les bons de commandes font obligatoirement l'objet d'un devis détaillé préalable établi par le titulaire.

Le titulaire établit un devis selon le bordereau des prix unitaires. Il doit transmettre le devis sous 4h à compter de l'arrivée sur site du technicien dans le cadre de la maintenance corrective et sous 5 jours ouvrés pour la maintenance préventive conditionnelle et les travaux d'amélioration.

Les devis sont détaillés. Ils indiquent le nombre d'heures de main d'œuvre - coût horaire – prix des fournitures et/ou pièces assortis du coefficient, forfait de déplacement, le cas échéant, définis aux bordereau des prix unitaires et sont accompagnés des factures d'achat.

Seules les commandes passées par le représentant du CHU de Rennes donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

Le bon de commande mentionne :

- Le numéro de la commande,
- La date et le numéro du devis (pour les prestations de la part non programmables),
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Le CHU de Rennes ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le CHU de Rennes confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

6.1.2 – Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et du CHU de Rennes sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui est annexé au bon de commande concerné.

6.1.3 - Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rennes peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

6.2 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués au CCAP, au CCTP et au mémoire technique du titulaire.

6.2.1 - Délais et horaires d'intervention : maintenance préventive

Les fréquences de la maintenance préventive des installations sont indiquées dans le CCTP. La fréquence de changement des batteries est indiquée à l'annexe 1 du CCTP.

La maintenance préventive des installations doit être effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées indiqués dans le CCTP. Il est toutefois possible que certaines maintenances doivent se faire en dehors des heures et jours ouvrés pour raison de service.

6.2.2 - Délais et horaires d'intervention : maintenance corrective

Les interventions de dépannage sont déclenchées sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone affecté à la prise en compte des demandes de dépannages.

Ce numéro de téléphone est communiqué au CHU de Rennes par le titulaire à la notification du marché.

Délais d'intervention :

Les dépannages sont effectués dans les meilleurs délais possibles par le personnel du titulaire.

Le délai maximum d'intervention après la réception de l'appel téléphonique est toutefois fixé à 72 heures ouvrées pour les équipements de priorité 2 et ramené à 24 heures pour les équipements de priorité 1.

Délais de réparation : Le titulaire a une obligation de résultat (remise en service de l'équipement) dans un délai de **48h pour l'ensemble des équipements (criticité 1 et 2)** à compter de la réception du bon de commande.

Délais de remise des livrables :

- Fiches d'intervention/de maintenance à l'issue de chaque visite et avant de quitter le site,
- Rapports de visite dans un délai de 2 semaines à compter du lendemain de la date de visite,
- Rapports annuels d'activité avant le 31 décembre de chaque année,
- Attestations de formation, à l'issue de chaque séance de formation,
- Pour les travaux d'amélioration ou de mise en conformité, le DOE remis dans les 10 jours suivants la réception.

6.3 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHU de Rennes, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, en dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, le CHU de Rennes peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au titulaire par courrier ou par fax.

6.4 - Qualité des prestations

Les prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des charges et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

6.5 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

CHAPITRE III - CONSTATATION DE L'EXECUTION

Article 7 - Modalités de vérification et décision après vérification

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des prestations avec les spécifications du marché, et les décisions après vérification seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer.

Toute intervention donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues ont été effectuées, et signale les interventions effectuées sur l'initiative de son personnel. Il comporte des observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après intervention.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des services exécutés avec les spécifications du marché, qu'il s'agisse des opérations de maintenance ou de la remise obligatoire de documents divers (rapport annuel, rapports d'intervention). Les modalités et périodicité de ces opérations sont décrites dans le présent CCAP et CCTP.

En dehors des contrôles périodiques prévus, le CHU de Rennes peut, à tout moment, faire effectuer par un contrôle technique des installations et faire procéder à toutes les vérifications de celles-ci par un organisme de son choix. Les modalités de ces contrôles ponctuels sont décrites au CCTP.

Article 8 - Garantie

Les prestations sont garanties à compter de la date d'admission des prestations.

Le délai de garantie ne peut être inférieur à un an. L'offre du titulaire peut proposer un délai de garantie supérieur à un an.

CHAPITRE IV - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 9 - Contenu et caractéristiques des prix

9.1 - Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché public sont conclues à prix global et forfaitaire et unitaires.

Le prix global et forfaitaire de la part des prestations prévisibles figure au bordereau des prix (BP). Ce prix rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objets de cette part.

Les prix unitaires de la part des prestations non programmables figurent au bordereau des prix (BP). Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix (BP) et de la facture du fournisseur du Titulaire pour les fournitures hors bordereau des prix (BP).

9.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Il ne peut être facturé aucun frais afférent au transport, à des minima de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

9.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence sont les prix nets € HT, figurant sur le bordereau de prix (BP) annexé à l'acte d'engagement.

9.4 - Variation des prix

Les prix du marché public sont révisables à chaque date anniversaire du marché public.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un **préavis de un (1) mois (date de réception par le CHU)**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

Formules de révision des prix

Les prix sont révisés selon les modalités ci-dessous :

- Pour les prestations forfaitaires

La redevance forfaitaire indiquée au bordereau des prix est applicable à compter de la date de notification du bon de commande.

Si le présent marché est reconduit à l'issue de la première période, la mise à jour des prix **annuels** s'effectuera suivant la formule paramétrique ci-dessous :

$$\underline{P} = P_o \left(0.15 + 0.70 \frac{\text{ICTH-IME}}{\text{ICTH-IME}_o} + 0.15 \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_o} \right)$$

dans lesquelles :

P = Prix remis à niveau hors T.V.A. à la date anniversaire du marché

P_o = Prix hors T.V.A. initial au mois de remise des offres

ICTH-IME = dernier indice publié définitif au jour de la demande de révision - Indice du coût horaire du travail, tous salariés industrie mécanique et électrique (référence – LE MONITEUR)

ICTH-IME_o = Dernier indice publié au mois de remise des offres - Indice du coût horaire du travail, tous salariés industrie mécanique et électrique (référence – LE MONITEUR)

FSD2 = dernier indice publié définitif au jour de la demande de révision - Indice des frais et services divers (référence – LE MONITEUR)

FSD2_o = Dernier indice publié au mois de remise des offres Indice des frais et services divers (référence – LE MONITEUR)

Prise en charge de nouvelles installations ou suppression définitive :

L'entrée de nouveaux appareils dans le parc ou la suppression définitive d'appareil **feront l'objet d'une mise à jour de l'inventaire qui sera établi par le titulaire avec la facturation trimestrielle**. Les prises en charge ou les suppressions s'effectueront au prorata-temporis au jour près et donneront lieu à un avenant pour fixer le nouveau montant forfaitaire.

- Pour les prestations hors forfait

Les prestations hors forfaits seront révisables selon la formule suivante :

MAIN D'OEUVRE

$$\underline{P} = P_o \left(0,15 + 0,85 \frac{\text{ICTH-IME}}{\text{ICTH-IME}_o} \right)$$

dans lesquelles :

P = Prix remis à niveau hors T.V.A. à la date anniversaire du marché

P_o = Prix hors T.V.A. initial au mois de remise des offres

ICTH-IME = dernier indice publié définitif au jour de la demande de révision - Indice du coût horaire du travail, tous salariés industrie mécanique et électrique (référence – LE MONITEUR)

ICTH-IME_o = Dernier indice publié au mois de remise des offres - Indice du coût horaire du travail, tous salariés industrie mécanique et électrique (référence – LE MONITEUR)

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 2 % par an.

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau des prix de l'année N -1 avec les prix révisés.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une augmentation des prix supérieure ou égale à 2% par an, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnisation, la partie non exécutée du marché public à la date de changement des prix.

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau des prix de l'année N -1 avec les prix révisés.

Article 10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Facturation

Part prévisible :

La facturation de la part prévisible est trimestrielle.

La facture doit être établie selon le bordereau des prix (BP) initial puis révisé annuellement si la demande a été faite par le titulaire.

Part non programmable :

La facture doit préciser qu'il s'agit de prestations hors forfait.

Les prestations effectuées hors forfait avec l'accord des services techniques, font l'objet d'une facturation séparée, après acceptation du devis et émission d'un bon de commande par le CHU de Rennes.

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission des prestations telle que prévue ci-après, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture et le numéro de devis le cas échéant ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, le numéro du devis ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée au CHU de Rennes. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est TRAVAUX.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHU de Rennes, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Il est établi une facture par bon de commande.

10.2 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à l'admission des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture au CHU de Rennes jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 10.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Le Comptable Assignataire est Monsieur le Comptable Public du CHU de Rennes : 2 Boulevard Magenta 35091 RENNES Cedex

Article 11 - Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHU de Rennes lui communique un n° d'identification fiscale.

Article 12 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 13 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;
- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

Article 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées comme suit :

Non-respect des délais de transmission du planning de maintenance préventive

Tout retard dans la production du planning annuel prévu est sanctionné par une pénalité de deux cents (200) euros par semaine de retard.

Non-respect du planning de maintenance préventive

Le non-respect des dates d'interventions programmées sera sanctionné par une pénalité de deux cents euros (200) par jour de retard.

En cas de retard de plus de deux semaines dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel établi, le CHU de Rennes se réserve le droit d'appliquer les articles 15 et 16 du présent CCAP.

Non remise des documents demandés au CCTP

Les documents devront être remis par le titulaire au représentant du CHU de Rennes tel que prévu au CCTP. Tout retard dans la remise de ces documents sera sanctionné par une pénalité de cent (100) euros par jour de retard.

Non-assistance aux réunions

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions semestrielles organisées par le CHU de Rennes. A défaut, une pénalité de deux cents (200) euros, à chaque absence, sera appliquée.

Retard de dépannage-remise en état - indisponibilité- autres prestations dues au présent marché

En cas de non-respect du délai de dépannage et de remise en état tel que défini à l'article 7 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de :

- quatre cents (400) euros par heure de retard par appareil de priorité 1.
- deux cents (200) euros par heure de retard par appareil de priorité 2.

En cas de prolongation de la durée d'indisponibilité, les pénalités ci-dessus s'applique par heure d'indisponibilité supplémentaire jusqu'à la remise en fonction de l'équipement concerné.

Pour tout autre retard, le titulaire encourt une pénalité de cent (100) euros par jour de retard et par prestation.

Article 15 - Résiliation du marché public

15.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- lorsqu'une dégradation de la qualité des prestations ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 15.2.2 ci-dessous.

15.2 - Indemnités de résiliation

15.2.1 - Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

15.2.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

Article 16 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le CHU de Rennes peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

16.1 - En cas d'impossibilité d'exécuter la prestation en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public le CHU de Rennes se réserve le droit de faire réaliser la prestation par un autre prestataire, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

16.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, le CHU de Rennes se réserve le droit de faire réaliser la prestation par un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 17 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 18 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
6.3	13.3	Prolongation des délais
7	27.3	Modalités de vérification
10.1	11.3.2	Facturation
14	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités de retard
15.2.2	42	Indemnités de résiliation – motif d'intérêt général
16	45.1	Exécution aux frais et risques